

CONSTANTINE : SÉCURITÉ À LA NOUVELLE VILLE ALI-MENDJELI

Deux Sûretés urbaines pour 250 000 habitants

*Après des années de laxisme incompréhensible et de relâchement inexpliqué, les autorités locales réagissent, enfin, et tentent d'apporter des «solutions» au problème d'insécurité que vit la ville nouvelle Ali-Mendjeli de Constantine, une mégacité de plus de 250 000 habitants.*

Il aura fallu qu'il y ait mort de plusieurs hommes, de violentes émeutes, la destruction de biens publics et privés, voire un «début de désobéissance civile» pour que les autorités locales daignent, enfin, réagir et apporter des solutions au problème récurrent d'insécurité.

Des solutions en somme «tardives», faut-il le noter, dictées de prime abord par les événements tragiques qu'a connus dernièrement cette cité et la pression grandissante de la rue au lendemain de l'enlèvement suivi du meurtre de deux innocents enfants.

«Des mesures tardives !»

Les mesures prises par la Sûreté de wilaya ont trait au ren-

forcement de la présence des forces de l'ordre, «dissuasive», surtout au niveau des points stratégiques de la ville.

Aussi, des points de contrôle permanents et itinérants, notamment la nuit, ont été installés depuis peu.

Dans la même optique, a-t-on constaté, le nombre de patrouilles a été multiplié.

Les riverains, tout en accueillant avec satisfaction ces décisions, à même de leur apporter un «semblant de sécurité et d'assurance», appréhendent, néanmoins, cette stratégie.

«Je pense que dans une ville à forte concentration démographique, ne disposant de surcroît que d'un seul chemin d'accès, l'installation à cet endroit d'un point de contrôle a créé un nouveau problème dont on n'a pas

besoin», ont noté, avec regret, des habitants de la nouvelle ville. En fait, la circulation automobile, déjà très difficile, est devenue impossible.

Par ailleurs, d'autres riverains, qui se disent un tant soit peu «rassurés quant à la sécurité de leurs enfants», espèrent que ces mesures s'inscriront dans la durée. «Pourvu que cela dure et qu'il n'y ait pas de relâchement», soutient-on.

Toujours est-il, relèvent les citoyens, ce dispositif ne couvre qu'une infime partie de la ville et plusieurs unités de voisinage, affirment-ils, sont toujours sous le contrôle des «voyous».

Sur un autre chapitre et en attendant la concrétisation du programme inscrit par la DGSN dans le cadre de la mise à niveau de la ville, des locaux seront provisoirement cédés à la SW pour y installer des postes de police.

Notons que le programme en question consiste en la réalisation de six Sûretés urbaines et d'une Sûreté de daïra.

Deux Sûretés pour 250 000 habitants

Pour la petite histoire, la question de la sécurité des biens et des personnes à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, qui ne dispose que de deux Sûretés urbaines aux effectifs réduits assurant la couverture d'une superficie de plus de 2 000 ha, ne date pas d'aujourd'hui. Elle s'est posée avec acuité dès le début des années 2000 avec les premières opérations de recasement des habitants des bidonvilles de El Kahira et New York. Aussi, non seulement, durant cette période, les agressions à l'arme blanche étaient légion, mais des bandes de trafiquants de drogue et des réseaux de prostitution se disputaient violemment la ville. Les pouvoirs publics, pressés par d'autres priorités, et en dépit des craintes formulées par les riverains qui n'ont cessé d'alerter sur la détérioration de la situation, ont malheureusement laissé faire. Les conséquences de cette indolence incompréhensible des services de sécurité sont la banalisation des actes délictuels et la prolifération à grande échelle de la petite délinquance.

Les statistiques établies périodiquement par les services de sécurité, police et gendarmerie, placent la nouvelle-ville Ali-Mendjeli en tête des «localités» les moins sûres, à travers le territoire de la wilaya.

En plus des délits liés à la petite délinquance et au trafic de

drogue, la ville s'est fait connaître par la multiplication des meurtres crapuleux. En fait, rien que durant ce dernier trimestre, la ville a été le théâtre de trois meurtres abominables. Les deux premiers commis en novembre dernier avec un intervalle de 48 heures, ont visé deux individus, un négociant en matériaux de construction et un autre en tissus. Dans les deux cas, le trafic de psychotropes et la pédophilie en étaient les causes premières. La nouvelle ville Ali-Mendjeli a été plongée des jours durant dans une psychose sans précédent. Aucune mesure visant à rassurer les habitants pris de panique n'a été prise, si ce n'est l'ouverture des enquêtes d'usage.

Aussi, les craintes des habitants, qui se plaignaient de la transformation de centaines de locaux commerciaux inoccupés, d'appartements vacants et autres immeubles en construction en repaires pour les voyous, se sont avérées justifiées à plus d'un titre.

Il en est de même pour ce qui est de la location et la sous-location d'appartements qui échappent à tout contrôle et qui sont loués à des individus douteux.

En effet, un appartement loué a été utilisé par les meurtriers des deux enfants et les chantiers d'immeubles en souffrance, dont bon nombre font l'objet de litige entre promoteurs et souscripteurs, pour se débarrasser des corps des défunts.

Farid Benzaid

JIJEL

Des lycées dans un état dégradé

*Les infrastructures de certains lycées de la wilaya de Jijel connaissent une dégradation continue. En effet, certains établissements du palier secondaire sont dans un état lamentable.*

A ce sujet, dans son rapport, la commission de l'éducation relevant de l'Assemblée populaire de wilaya, a tiré la sonnette d'alarme concer-

nant cette situation qui rend la scolarité des élèves de ces établissements de plus en plus difficile. Ledit rapport a énuméré un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés ces structures scolaires : leur vétusté, les infiltrations des eaux de pluie à l'intérieur des classes, l'étanchéité, les murs fissurés, l'état délabré des salles des professeurs et leur exigüité, des chauffages défectueux ainsi que

des ordures jonchant le sol dans certains coins de ces lieux de savoir.

Le visiteur du lycée Terkhouché Ahmed situé sur les hauteurs de la ville de Jijel, sera frappé par son état lamentable : infiltration des eaux, cour non aménagée, murs fissurés, salle de professeurs dégradée et enfin des murs qui menacent ruine. Il convient de signaler par ailleurs que cet établissement scolaire est confronté au problème de sur-effectif. En effet, il y a des classes de 49 élèves. La dite commission a soulevé également le problème de sureffectif dans les dortoirs des filles, comme c'est le cas au sein du lycée Lahmer Amar, dans la commune de Settra et le recours à l'internat du CFPA de la même commune pour héberger les garçons.

Les avis de nombreux enseignants avec lesquels nous nous sommes entretenus, sont unanimes pour confirmer qu'ils travaillent dans des conditions aléatoires. En somme, une situation qui rend les conditions de scolarité de nombreux élèves de plus en plus difficiles. Les services compétents sont interpellés pour prendre en charge ces problèmes dans une conjoncture caractérisée par une embellie financière.

Bouhali Mohamed Chérif

TAHER

L'éclatement d'un réseau des eaux usées

*La gestion du réseau des eaux usées constitue toujours un sérieux problème pour les pouvoirs publics, en dépit des efforts consentis par l'Etat.*

L'éclatement de la conduite transportant les eaux usées à partir de la gare routière ouest de Taher vers le lieu-dit El Ghedir risque de provoquer une catastrophe écologique. A ce sujet, des habitants du quartier Redjla avec lesquels nous nous sommes entretenus, ont déploré cette situation qui est à l'origine de la prolifération de moustiques. Selon eux, celle-ci risque de provoquer une éventuelle cross connexion du réseau d'assainissement avec celui de l'alimentation en eau potable et son lot de dangers sur le plan environnemental dans cette région où la couverture sanitaire laisse à désirer.

Face à un spectre de maladies à transmission hydrique et leur coûteuse prise en charge, les riverains interpellent les services de la Direction de l'hydraulique pour prendre en charge leur doléance et par conséquent, éviter le pire.

B. M.-C.

OUM EL BOUAGHI

Près d'un kilogramme de kif traité saisi à Aïn M'lila

*Selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya d'Oum El Bouaghi, nous apprenons que les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Aïn M'lila ont agi sur informations parvenues à leurs services, faisant état de l'existence d'un véhicule de type Volks wagen avec à son bord trois personnes qui s'adonnaient à la commercialisation et la consommation de la drogue.*

Suivant les indices communiqués, les éléments de la police judiciaire se sont déplacés immédiatement sur les lieux soupçonnés au niveau des quatre chemins Bouali et ont arrêté le véhicule

répondant aux signalement avec à son bord, les trois personnes signalées, le conducteur Y. N. 41 ans, D. H. 21ans, et A. H. 25 ans. Une fouille corporelle des trois individus et celle du véhicule

a abouti à la découverte d'une quantité de plus de 400 g de drogue dissimulée sous la banquette arrière du véhicule. La police a également trouvé une arme blanche prohibée ainsi qu'une somme d'argent.

Les trois personnes et le véhicule ont été conduits au siège de la police pour les formalités du dossier judiciaire. A partir des aveux des malfaiteurs et de recoupements réalisés sur les communications de ces derniers, la police est arrivée à identifier le principal

approvisionneur qui dotait les malfaiteurs en drogue et barbituriques.

Une fois identifié, l'approvisionneur B. H. 35 ans a été arrêté à son tour après avoir essayé de prendre la fuite. Munis d'une perquisition, les éléments de la police judiciaire ont investi le domicile de B. H. situé à la cité des 750 Logements, l'un des quartiers les plus peuplés de Aïn Mlila. Là, une autre quantité de kif traité a été découverte, estimée à 400 g. Cette drogue était bien cachée

dans la chambre de l'approvisionneur.

Sur les mêmes lieux, la police a trouvé une importante somme d'argent, fruit de la vente de la drogue, le tout étant évalué à 192 000 DA.

Harcelé par les services de police, B. H. a déclaré que la drogue et l'argent appartenait à son frère aîné B. F. 31 ans. Ce dernier demeure toujours en fuite, et des poursuites ont été engagées pour mettre fin à sa cavale.

M. C.